



Les pages n° 192 – 2 juin 2025

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Dans ce tout nouveau numéro des Pages, vous trouverez des contributions variées dans différents domaines du droit privé.

L'intelligence artificielle est au cœur de tous les débats. Vous découvrirez tout d'abord dans ce numéro un article de S. Parsa relatif à la première question préjudicielle posée devant la Cour de justice de l'Union européenne concernant le Règlement européen en la matière.

Dans le domaine du droit judiciaire, D. Mougenot vous invite à découvrir son commentaire de l'arrêt de la Cour de cassation du 7 mars 2025 concernant l'accord procédural.

A. Hoc propose enfin une analyse d'une décision rendue par la Cour de cassation le 10 février 2025 qui n'a pas manqué de surprendre en matière de compétence.

Nous vous souhaitons une excellente lecture !

Amaury Arnould

Responsable du numéro

Obligations

L'intelligence artificielle et protection du consommateur, quand l'addition ne passe pas, la Cour de Justice s'en mêle !

Le 25 novembre 2024, la Cour de justice de l'Union européenne a été saisie, pour la première fois, sur question préjudicielle en interprétation du Règlement européen sur l'intelligence artificielle. Dix-sept questions ont été soumises à la Cour, concernant les conséquences juridiques de l'utilisation d'un système d'intelligence artificielle (ci-après IA) dans l'établissement des factures téléphoniques dans le cadre d'un contrat entre un consommateur et son fournisseur.

Ce contentieux amènera la Cour à (...) [Lire l'article complet](#)

Saba Parsa

Assistante à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles

Avocate au barreau de Bruxelles

Judiciaire

L'accord procédural, plus si exprès que cela

Dans son arrêt du 7 mars 2025, la Cour de cassation se penche à nouveau sur la notion d'accord procédural.

Elle commence par rappeler sa jurisprudence constante concernant l'office du juge. Elle indique ensuite que, conformément au principe dispositif, qui est un principe général de droit, les parties peuvent préciser un point de fait ou de droit, par un accord procédural, et ainsi lier le juge. Ceci ne fait pas non plus débat, mais (...) [Lire l'article complet](#)

Dominique Mougenot

Maître de conférences invité à l'UCLouvain

Juge au Tribunal de l'entreprise du Hainaut

Judiciaire

Jugement sur la compétence : la Cour de cassation s'égare à nouveau

On pensait la Cour de cassation, et singulièrement sa première chambre française, revenue à la raison.

Dans un arrêt du 19 septembre 2024, n'avait-elle pas fini par rallier son homologue néerlandaise et la jurisprudence scellée en audience plénière, selon laquelle un jugement qui ordonne une mesure avant dire droit demeure un jugement avant dire droit, donc soumis à la règle de l'appel différé (art. 1050, al. 2, C. jud.), même lorsque la mesure en question a fait l'objet d'une contestation que le juge a dû trancher ?

Impénitente, la 1ère chambre française vient pourtant d'initier une nouvelle polémique, en tranchant par un arrêt du 10 février 2025 que le juge qui (...) [Lire l'article complet](#)

Arnaud Hoc

Professeur invité à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles

Avocat au barreau de Bruxelles

[Consulter la décision](#)

